



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ

**Danièle OBONO**

Députée de Paris LFI - Nouveau Front populaire

**Valérie LÉTARD**

Ministre du logement et de la rénovation urbaine

Hotel de Roquelaure

246 boulevard Saint-Germain

75007 Paris

Paris, le 11 octobre 2024

Objet : alerte sur les coupes budgétaires de la politique de la ville et les conséquences du désengagement de l'Etat dans le 18e arrondissement de Paris

Madame la Ministre,

En tant que députée de la 17ème circonscription de Paris, je tiens à vous faire part de ma vive inquiétude face à l'absence de ministre de la politique de la ville et à la baisse annoncée du budget y afférent.

L'absence d'un ministère dédié est vécue comme une marque de mépris et suscite beaucoup de colère. Au-delà du symbole, les premières annonces d'une baisse des crédits de l'ordre de 14% auraient des conséquences concrètes et dramatiques dans ces territoires qui subissent de plein fouet le recul de la présence de l'État.

Dans ma circonscription, les habitant·es subissent depuis de nombreuses années les effets directs du manque d'investissement de l'Etat à cet égard. C'est le cas notamment du quartier de la Chapelle, dans le 18ème arrondissement, qui a dernièrement fait l'objet d'une couverture médiatique suite à une série de faits divers violents et traumatisants pour les habitant·es.

Alors que ce quartier faisait partie des 14 quartiers prioritaires de la politique de la ville entre 2007 et 2014 (au titre du contrat urbain de cohésion sociale), il n'était plus considéré que comme « quartier sous veille » entre 2015 et 2023, et a totalement disparu des radars de l'Etat pour la période 2024-2030. Le rétrécissement de l'intervention étatique est tel que la ville de Paris a décidé d'apporter un dispositif complémentaire pour une série de quartiers non retenus comme celui de la Chapelle.

Cette situation, vous en conviendrez, madame la Ministre, n'est pas acceptable. Les crédits alloués à la politique de la ville ne sont pas superflus ou du gaspillage mais un des moyens de compenser des inégalités structurelles. Les réduire, voire dans certains quartiers comme à la Chapelle, les faire disparaître, ne peut qu'aboutir à plus d'inégalités et de difficultés.

Aussi, et alors que s'ouvrent les discussions budgétaires où il est annoncé de nouvelles baisses des dépenses, je joins ma voix à celle des élu·es locaux pour demander une véritable prise en compte des problématiques en matière d'éducation, de logement, d'accès aux soins... des populations et territoires les plus heurtés par la crise. Ce qui passe par plus, et non pas moins, d'investissement financier de l'Etat.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, veuillez agréer, madame la Ministre, l'expression de mes sincères salutations républicaines.

Danièle OBONO

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Danièle Obono', with a long horizontal stroke extending to the right.